COUR DU QUÉBEC

« Division des petites créances »

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MINGAN
LOCALITÉ DE SEPT-ÎLES
« Chambre civile »

N° : 650-32-002802-143

DATE : 13 juillet 2015

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE LOUISE GALLANT, J.C.Q.

DENIS FOURNIER

Demandeur

c.

FERRO AUTOMOBILES INC.

Défenderesse

JUGEMENT

MISE EN CONTEXTE

[1] Le demandeur, Denis Fournier (Fournier), réclame de la partie défenderesse, Ferro automobiles inc. (Ferro), la somme de 7 000 \$ en dommages à la suite d'un rendez-vous tardif pour le remplacement d'une clé intelligente de son véhicule automobile qui a été volée.

LA QUESTION EN LITIGE

[2] Ferro a-t-il commis une faute?

LES FAITS

[3] Le vendredi 14 février 2014, Fournier appelle à 16 h 49 chez l'entreprise Ferro pour obtenir un rendez-vous afin de faire remplacer la clé intelligente de son véhicule qui a été perdue ou volée.

[4] Le représentant de Ferro lui donne la première disponibilité à l'agenda, soit le jeudi 20 février 2014, six jours plus tard, mais quatre jours ouvrables.

[5] Le jour du rendez-vous prévu, Fournier constate que son véhicule, qui était garé dans un stationnement public d'une salle de quilles, a été volé. Il ignore à quel moment exactement le vol a eu lieu. Il l'estime entre le 16 et le 20 février.

[6] Fournier réclame des dommages, notamment le solde de son prêt-auto, la perte de temps, et les salaire et inconvénients à la suite du vol de son véhicule automobile.

[7] En règlement de sa réclamation en vertu de son contrat d'assurance à l'égard de son véhicule, Fournier a reçu un chèque pour la valeur marchande du véhicule volé pour lequel reste impayée une somme de 2 800 \$, le solde de son prêt qu'il réclame.

[8] Durant la période de règlement de son dossier d'assurance, Fournier a bénéficié d'un véhicule de location. Il réclame une perte de l'usage de son propre véhicule volé, n'étant pas satisfait du type de véhicule de remplacement octroyé.

ANALYSE

[9] L'article 1457 du *Code civil du Québec*¹ traite de la responsabilité civile et énonce ce qui suit :

« Toute personne a le devoir de respecter les règles de conduite qui, suivant les circonstances, les usages ou la loi, s'imposent à elle, de manière à ne pas causer de préjudice à autrui.

Elle est, lorsqu'elle est douée de raison et qu'elle manque à son devoir, responsable du préjudice qu'elle cause par cette faute à autrui est tenue de réparer ce préjudice » [...]

[10] De plus, les articles 2803 et 2804, au chapitre de la preuve du *Code civil du Québec*, énoncent :

¹ RLRQ c C-1991

[2803] « Celui qui veut faire valoir un droit doit prouver les faits qui soutiennent sa prétention.

Celui qui prétend qu'un droit est nul, a été modifié ou est éteint doit prouver les faits sur lesquels sa prétention est fondée. »

[2804] « La preuve qui rend l'existence d'un fait plus probable que son inexistence est suffisante, à moins que la loi n'exige une preuve plus convaincante. »

[11] Par conséquent, il incombe à Fournier de démontrer que Ferro a commis une faute.

[12] Dans les faits, le seul acte que reproche Fournier à Ferro c'est d'avoir donné un rendez-vous à la première disponibilité, six jours après la demande, soit quatre jours ouvrables.

[13] À cet égard, le Tribunal conclut que Ferro n'a pas commis de faute et n'avait aucune obligation légale de fixer un rendez-vous plus rapidement. L'entreprise n'a pas fait preuve de négligence en lui donnant un rendez-vous à la première disponibilité.

[14] D'autre part, l'attitude de Fournier, sachant sa clé intelligente perdue ou volée et ne prenant pas les mesures nécessaires dans l'intervalle de son rendez-vous, se qualifie d'insouciante ou de négligente.

[15] Au surplus, il n'est pas en mesure de dire à quel moment son véhicule a été volé. Ceci démontre son manque de surveillance et fait preuve de négligence.

[16] Dans les circonstances, le Tribunal conclut que Fournier n'a pas démontré que Ferro a commis une faute. En conséquence, elle n'est pas responsable des dommages que Fournier a subis.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

REJETTE la demande;

LE TOUT sans frais.

LOUISE GALLANT, J.C.Q.